

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est des ministères en cause, le député se rend compte sûrement que plusieurs de mes collègues assistent à la conférence des ministres des Finances, à Winnipeg. Je puis l'assurer que le système de rotation restera en vigueur et qu'il peut poser toutes les questions qu'il veut au sujet des ministères inscrits pour aujourd'hui.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, ma question est motivée par le fait que nous devons nous préparer pour cette partie des travaux parlementaires. Le gouvernement a-t-il l'intention de refaire la liste, étant donné la piètre représentation qu'elle assure actuellement?

L'hon. M. Macdonald: Je pense que nous pourrions la revoir en tenant compte du manque d'assiduité du chef de l'opposition officielle.

M. Horner: Le chef de l'opposition n'est chargé d'aucun ministère.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le fait que le gouvernement ait jugé bon d'imposer la clôture des audiences en comité consacrées au Livre blanc sur la réforme fiscale signifie-t-il qu'il s'apprête à avoir recours au même procédé à propos de la mesure législative afférente en vue de la faire adopter par la Chambre?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LES DROITS DE L'HOMME

LA DISCRIMINATION RACIALE À LA BASE AÉRIENNE AMÉRICAINE DE GOOSE BAY

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, il y a quelques jours j'ai adressé une question au solliciteur général à propos des plaintes déposées par l'Association nationale des gens de couleur relativement à la discrimination raciale qui existe à la base aérienne américaine de Goose Bay, au Labrador. Étant donné l'inquiétude exprimée par des Canadiens à l'égard d'une enquête menée par la police de sécurité des États-Unis sur des jeunes Canadiennes que fréquentent des militaires de couleur, fait confirmé par un sergent américain, j'aimerais demander au solliciteur général s'il a étudié cette question et s'il peut nous communiquer les résultats de son enquête.

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, cette question fait l'objet d'une étude approfondie. Il m'est impossible d'informer ni de confirmer les allégations ou les renseignements du député mais j'espère présenter un rapport à ce sujet. Je regrette de n'avoir pu le faire avant mais cela est dû simplement au fait que ce rapport n'était pas prêt.

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN RELATIF À LA BASE AÉRIENNE DE GOOSE BAY

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de la Défense nationale? Étant donné que le solliciteur général a dit l'autre jour que seules les questions ayant trait à la juridiction canadienne pouvaient être examinées, le ministre s'engagerait-il à déposer l'accord passé entre le Canada et les États-Unis sur l'implantation d'une base aérienne américaine à Goose Bay?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, s'il existe un tel accord entre le Canada et les États-Unis, je le déposerai volontiers, mais je me demande s'il a été conclu pendant la guerre car, à cette époque, il l'aurait été avec le gouvernement britannique. Je n'en suis pas sûr. Je ne demande pas mieux que de déposer tout document en notre possession, quel qu'il soit.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA VENTE DU «BONAVENTURE»—L'OFFRE DE M. JAMES MARTIN—LES OFFRES DE L'ÉTRANGER

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de la Défense nationale. Il s'agit d'une situation flottante qui a été stabilisée. Je veux parler du *Bonaventure*. Le gouvernement a-t-il reçu des offres d'achat pour le *Bonaventure*?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, nous avons reçu quelque offres, je crois, par l'intermédiaire des Approvisionnements et Services. Je ne saurais dire si on les étudie activement; certaines étaient assez fantaisistes, par exemple celle qui exigeait le transport du *Bonaventure* jusqu'aux provinces des Prairies.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il nous dire s'il compte accepter